

«J'ai des idées noires» : chez les commerçants et artisans, les effets collatéraux du Covid

La détresse de ces entrepreneurs se fait de plus en plus sentir, face à une crise sanitaire qui ne cesse de s'amplifier, jusqu'à s'immiscer dans leur vie privée.



Parmi les 20 % de Français qui ont envisagé sérieusement de se suicider en 2020, les dirigeants d'entreprises, les artisans, les commerçants, les jeunes et les chômeurs sont les plus à risques. LP/Delphine Goldsztejn
Par Iris Peron

Le 21 décembre 2020 à 14h26, modifié le 21 décembre 2020 à 14h54

Il y a 10 mois, [le Covid-19](#) a commencé à submerger Karine. Cette propriétaire d'un salon de coiffure pour hommes, dans l'Orne, n'a jamais contracté le virus, mais se débat désormais avec ses effets collatéraux. Jusqu'à l'asphyxie. « On est à terre. Et je ne parle pas que du salon, ma vie privée aussi est touchée », lâche la mère de famille de 39 ans, en ravalant un sanglot.

Elle dépeint les créances qui s'accumulent depuis mars, le refus de son bailleur de reporter les loyers, [les aides promises par l'Etat](#) et le RSA (Revenu de solidarité active) qui n'arrivent toujours pas, car « on ne remplit jamais les critères »-, son activité qui n'a jamais vraiment redémarré entre les deux confinements et puis finalement, les huissiers mandatés par l'Urssaf, qui viennent toquer à la porte de son commerce lancé l'an passé.

« Psychologiquement, ça m'a mis KO. J'ai des idées noires et clairement, je pense au suicide, confie Karine, qui doit en plus vivre avec un cancer depuis peu en rémission. On est harcelés au quotidien par ces huissiers, qui m'ont déjà enlevé ma voiture. On m'a aussi réduit l'EDF. Ces derniers temps, mes enfants et mon conjoint m'ont beaucoup vue pleurer. »

Artisans, commerçants ou indépendants que la crise a laissés exsangues

La trentenaire [a lancé une cagnotte](#) pour récolter un peu d'aide financière, mais le concède, « c'est surtout pour avoir des conseils, un soutien moral et parce que j'avais besoin de lâcher ce que j'avais sur le cœur ». Comme elle, nombreux sont les artisans, commerçants ou indépendants que la crise sanitaire et les confinements successifs ont laissés exsangues, jusqu'à se laisser aller à de sombres pensées. « On constate une dureté du moment pour les chefs d'entreprise, dont certains avaient déjà une fragilité économique ou psychologique avant le Covid-19 et selon leur activité, il a pu les assassiner », analyse auprès du Parisien le psychologue Jean-Luc Douillard, [cofondateur de l'Apesa](#), une association proposant une aide psychologique d'urgence aux entrepreneurs.

Avant le confinement, un réseau de « sentinelles », formées au « repérage du mal-être » dans une soixantaine de tribunaux de commerces, proposait à ceux dont ils pouvaient percevoir les signes d'une fragilité mentale, un suivi rapide avec des psychologues. Avec la crise sanitaire et la fermeture temporaire de milliers de commerces, [ce dispositif s'est doublé d'un numéro vert](#), réclamé [par le ministère de l'Économie](#).

« Avec un moral au plus bas pour trois quarts d'entre eux, l'année 2020 sera à marquer d'une pierre noire pour nos 2,1 millions de chefs d'entreprise », note aussi Marc Sanchez, secrétaire national du Syndicat des Indépendants, à l'occasion de la publication d'un

baromètre sur la détresse financière et morale des restaurateurs, artisans, commerçants, libéraux et dirigeants de TPE.

Plus d'hommes que de femmes, entre 45 et 60 ans

Le numéro vert a reçu depuis sa création en avril 1450 appels et 587 personnes ont pu être prises en charge. 664 autres, elles aussi en situation de détresse, ont été repérées par le dispositif classique et également aiguillées vers des psychologues. Parmi ces patients, « un peu plus d'hommes que de femmes, entre 45 et 60 ans en moyenne » et principalement des « restaurateurs, [gérants de bars](#), coiffeurs, travaillant dans les cosmétiques, l'événementiel, mais aussi des artistes ou des formateurs », égrène le cofondateur de l'Apesa.

LIRE AUSSI > [Dépression, idées suicidaires... quand le confinement fait craquer les plus jeunes](#)

Ce nombre de prises en charge par l'Apesa étonne Jean-Luc Douillard. « 1200 personnes, ce n'est pas si énorme vu le contexte. On s'inquiétait beaucoup du cataclysme économique, qui n'est finalement pas si intense, malgré ses nombreux dégâts. » Mais il n'est pas dupe. « Ce ne sont que les prémices d'une année 2021 qui va être très compliquée. Beaucoup de procédures se sont arrêtées avec le confinement, on a des créanciers qui n'assignaient plus, mais vont recommencer... »

Des effets suicidaires à retardement

Et ses projections sont bien orageuses : « On a toute une partie des chefs d'entreprise, encore difficile à mesurer, qui vont être touchés à moyen et long terme, avec des situations à fort potentiel traumatique, beaucoup de licenciements, de la souffrance psychologique et un fort isolement. »

Ces craintes, la fondation Jean Jaurès les matérialisait déjà dans son étude [« Suicide, l'autre vague à venir »](#), réalisée fin septembre. Parmi les 20 % de Français qui affirment avoir envisagé sérieusement de se suicider en 2020, les dirigeants d'entreprises, les artisans, les commerçants, les jeunes et les chômeurs sont les populations les plus à risques. Et, selon

son auteur le médecin Michel Debout, le pire serait à venir : « Ce qu'on connaît des grandes crises économiques et sociales passées, notamment celle de 1929, c'est qu'il y a une surmortalité suicidaire marquante l'année d'après et la suivante. »

Ce spécialiste de la prévention des suicides, qui plaide « pour des mesures de prévention territorialisées, à la rencontre des gens les plus en détresse, qui n'ont plus la force d'appeler », dresse un lien avec les mesures sanitaires. « Au premier confinement, on était tous traités de la même façon. Au second, on a rouvert certains commerces, mais cette règle n'était pas valable pour quelque uns, avec en plus l'idée qu'ils n'étaient pas essentiels : les artisans, les commerçants et le monde de la culture », rejoue-t-il. « Quand tout le monde travaille et pas vous, il y a un sentiment d'injustice, de colère, de désespoir, jusqu'à la dépression. Peut aussi s'ajouter le risque de surendettement. Alors, tout est réuni pour que ces personnes soient en risque dépressif, voire aient des pensées suicidaires », décrit aussi Michel Debout.

Ces passages à l'acte sont difficiles à quantifier. « La problématique suicidaire est tellement multifactorielle, fait valoir le psychologue Jean-Luc Douillard. Certainement que cette année de Covid a pu exposer à plus de fragilité, a pu faire flamber certains symptômes. Mais de là à faire un lien direct avec ces professions... »

« C'était notre vie à nous, alors qu'on a tout donné »

La famille de Ghislaine Boriller, mère de famille morbihannaise qui a mis fin à ses jours en novembre, a bien insisté sur ce point. Alors que de nombreuses publications, notamment reprises par des sites d'extrême droite, faisaient le lien entre la décision de l'Etat de ne pas lui octroyer une dérogation pour ouvrir son restaurant pour routiers et son passage à l'acte, ses proches ont assuré au [site actu.fr](http://site.actu.fr) n'avoir aucune preuve d'un lien formel.

Jean-Luc Douillard ne nie pourtant pas le poids que le professionnel peut avoir dans ces éventuels passages à l'acte chez les entrepreneurs. « Dans les petites structures, quand on est un petit patron, on investit tout : son temps, son argent personnel, sa famille et son réseau, décrit-il. Chez toutes ces personnes, leur vie professionnelle a pris une telle part dans leur existence qu'elles ont le sentiment que face au risque d'échec, elles pourraient disparaître. »

C'est un peu l'état d'esprit de Christophe et Faiza, qui tiennent une boutique de photographie à Crest, dans la Drôme. « Avec l'accumulation de dettes qui découlent des mois de fermeture, si nous n'avons pas d'aides tout de suite, on pourra bientôt ne plus ouvrir. On s'est investis financièrement et moralement dans ce qui est devenu un projet de vie et en quelques mois tout s'écroule », se désespère le photographe, qui, comme Karine la coiffeuse, n'a pu toucher d'aide de l'Etat, faute de remplir les critères. Il relate en être arrivé « à se lever la nuit et ne plus pouvoir se rendormir car on a 10 000 choses dans la tête... » et même si Christophe se dit « solide », il glisse : « On arrive à comprendre des gens qui peuvent se suicider. C'est une partie de l'avenir de la famille qui s'effondre. »

Karine est empreinte d'un sentiment semblable, depuis son commerce de l'Orne. « C'est une famille qui est touchée, ce n'est pas qu'un salon. C'était notre vie à nous, alors qu'on a tout donné, qu'on a investi beaucoup de temps dans ce projet. Et mes enfants n'ont rien demandé », souffle cette maman qui ne vit plus qu'avec les aides de la CAF, lui permettant à peine de régler ses factures. Elle rapporte qu'elle ne peut même plus « racheter un manteau à mon fils de 13 ans, alors que le sien est déchiré ». À quelques jours des fêtes de fin d'année, la trentenaire se dit désemparée : « Mon cœur de maman a mal. C'est Noël et je n'ai rien anticipé, je n'ai rien pu acheter à mes enfants. C'est la première fois de ma vie. »